

ST 46

Autonomie stratégique et recompositions multilatérales : les relations UE-Amérique latine
Strategic autonomy and multilateral restructuring: EU-Latin American relations

Responsables scientifiques :

Rafael MESQUITA (Université Fédérale du Pernambuco, Brésil) rafael.mslima@ufpe.br

Kevin PARTHENAY (Université de Tours) kevin.parthenay@univ-tours.fr

Les relations entre l'Amérique latine et l'Europe ont longtemps été entourées de beaucoup de fantasmes et de préjugés. L'image traditionnelle selon laquelle ces régions seraient elles-mêmes homogènes et partageraient une similarité unique entre leurs valeurs, histoire et culture est fortement répandue que ce soit dans le policymaking (e.g. Borrell 2020) ou bien la recherche académique (Pecequillo & Costa 2024, Sanahuja et Domingues 2025). Au niveau diplomatique, cette image alimente l'hypothèse selon laquelle ces deux ensembles d'Etats et de sociétés pourraient agir en défense commune d'une vision relativement partagée sur l'ordre international fondé sur un multilateral way of life respectueux des normes et des institutions. Pourtant, la réalité des relations interrégionales doit être analysée de façon plus fine, d'autant plus dans un contexte de recomposition abrupte de l'ordre mondial où l'espace de convergence dans des sujets clés, comme la sécurité, l'énergie et le climat, les droits fondamentaux (tels que la démocratie, les droits de l'homme ou la santé) semble s'étioler (Ramel et al. 2023).

Les relations entre l'Europe et l'Amérique latine sont d'autant plus intéressantes à examiner dans la période contemporaine que les gouvernements de chaque continent mettent en avant la nécessité de consolider l'autonomie comme objectif diplomatique. Dans le cas latino-américain, notamment au Brésil et en Argentine, et dans une moindre mesure au Mexique, les débats scientifiques et diplomatiques sur l'autonomie ont débuté avec les travaux de Helio Jaguaribe et Juan Carlos Puig. A l'urgence contemporaine d'une autonomie stratégique européenne de caractère géopolitique fait écho une tradition beaucoup plus ancienne de quête de l'autonomie depuis la périphérie latino-américaine (Jaguaribe 1958 et 1964, Puig 1973 et 1982).

Si l'architecture de sécurité européenne a été longtemps dépendante des Etats-Unis, la question de la protection devient un enjeu prioritaire pour l'UE d'aujourd'hui face aux reconfigurations de puissances, le désengagement de Washington et la guerre russo-ukrainienne. L'Amérique latine, n'ayant pas bénéficié d'un même partenariat stratégique, a cependant été confrontée tout au long de son histoire au défi de défendre et promouvoir à travers la diplomatie ses intérêts stratégiques et son développement démocratique sur le plan national quand l'appui de l'hégémon était absent (Castañeda 2003). Dans les deux régions, la forte présence chinoise pose le défi du contrôle des value chains critiques et des retombées de la rivalité sino-américaine sur les domaines technologique et commercial. En effet, l'émergence chinoise (ou « réémergence », voire Nye 2008) va au-delà des conséquences matérielles, puisque sa transition en matière de sécurité et d'énergie, son prestige et rôle économique grandissants offrent une alternative aux modèles de développement occidentaux, en claire confrontation avec les Etats-Unis sur le leadership occidental dans la conception institutionnelle et normative du multilatéralisme au 21^{ème} siècle (Breslin, 2021). Ainsi, pour des raisons uniques et aussi communes, l'autonomie apparaît aujourd'hui comme un point de rencontre fondamental entre Europe et Amérique latine. Elle s'inscrit autant dans l'actualité que dans l'histoire, et ses effets sur le champ stratégique et normatif peuvent œuvrer pour ou contre la coopération entre Europe et Amérique latine.

Aussi, dans un moment de fragilisation du multilatéralisme associé à une déconstruction états-unienne de l'ordre international libéral et sa contestation par d'autres puissances, le statut et la robustesse des relations entre l'Amérique latine et l'Europe revêt une importance majeure/stratégique. C'est ce que ce Section Thématique entend explorer, notamment en ouvrant la réflexion à trois policy areas pour lesquels des batailles normatives et géopolitiques sont engagées : le changement climatique ; la sécurité et la défense ; les valeurs et droits fondamentaux.

Relations between Latin America and Europe have long been surrounded by many fantasies and prejudices. The traditional image of these regions as homogeneous, sharing a unique similarity in values, history, and culture, is widespread in both policymaking (e.g., Borrell 2020) and academic research (Pecequillo & Costa 2024, Sanahuja and Domingues 2025). At the diplomatic level, this image fuels the assumption that these two groups of states and societies could act in common

defense of a relatively shared vision of the international order based on a multilateral way of life that respects norms and institutions (Fonseca Jr 2008). However, the reality of interregional relations must be analyzed in greater detail, especially in a context of abrupt restructuring of the world order where the space for convergence on key issues such as security, energy and climate, and fundamental rights (such as democracy, human rights, and health) seems to be shrinking.

Relations between Europe and Latin America are all the more interesting to examine in the contemporary period as the governments of each continent emphasize the need to consolidate autonomy as a diplomatic objective. In Latin America, particularly in Brazil and Argentina, and to a lesser extent in Mexico, scientific and diplomatic debates on autonomy began with the work of Helio Jaguaribe and Juan Carlos Puig. The contemporary urgency of European strategic autonomy of a geopolitical nature echoes a much older tradition of seeking autonomy from the Latin American periphery (Jaguaribe 1958 and 1964, Puig 1973 and 1982).

While the European security architecture has long been dependent on the United States, the issue of protection is becoming a priority for today's EU in the face of power reconfigurations, Washington's disengagement, and the Russian-Ukrainian war. Latin America, which has not benefited from the same strategic partnership, has nevertheless been confronted throughout its history with the challenge of defending and promoting its strategic interests and democratic development at the national level through diplomacy when the support of the hegemon was absent (Castañeda 2003). In both regions, China's strong presence poses the challenge of controlling critical value chains and the fallout from Sino-American rivalry in the technological and commercial spheres. Indeed, China's emergence (or "re-emergence," see Nye 2008) goes beyond material consequences, since its transition in terms of security and energy, its growing prestige and economic role offer an alternative to Western development models, in clear confrontation with the United States over Western leadership in the institutional and normative design of multilateralism in the 21st century (Breslin, 2021). Thus, for reasons that are both unique and common, autonomy now appears to be a fundamental point of convergence between Europe and Latin America. It is as much a part of current events as it is of history, and its effects on the strategic and normative fields can work for or against cooperation between Europe and Latin America.

At a time when multilateralism is being undermined by the United States' deconstruction of the liberal international order and its challenge by other powers, the status and robustness of relations between Latin America and Europe are of major strategic importance. This is what this Thematic Section intends to explore, in particular by opening up the debate to three policy areas in which normative and geopolitical battles are being fought: climate change; security and defense; and fundamental values and rights.

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel à chacun.e des responsables scientifiques de la ST avant le 7 décembre 2025.

Paper proposals should be sent by e-mail to each of the panel's conveners before 7 December 2025.
